

Développement local

**Comparaison de la dynamique et des déterminants des trajectoires démographiques.
Annecy et Limoges**



ANNECY

LIMOGES

Travail réalisé par :
Axel Chevallier

Enseignante référence:
Exbrayat Nelly

octobre 2025
 Elodie Mbotisoa
 Dieu Huong Doan

SOMMAIRE

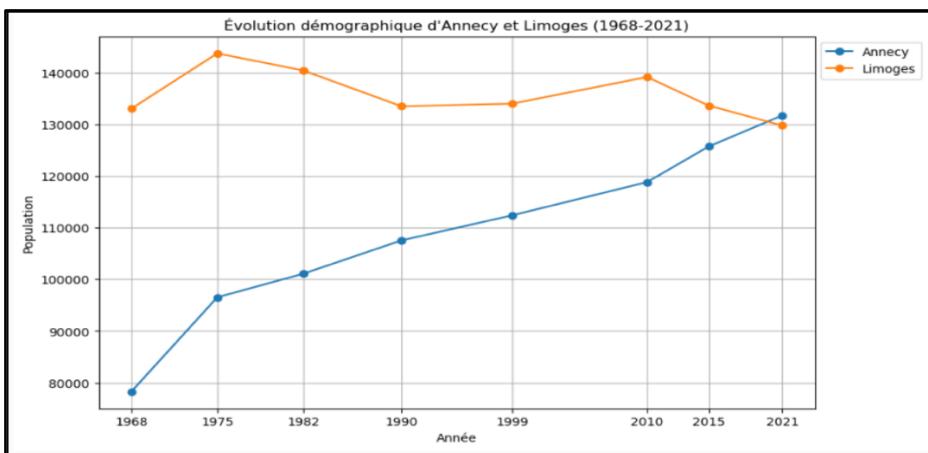
<u>Introduction aux villes : pourquoi ce choix ?.....</u>	2
<u>1/ Analyse des divergences de trajectoires.....</u>	3
<u>1.1/ Analyse par l'économie d'agglomération.....</u>	3
<u>1.1.1/ Annecy : une dynamique portée par les effets d'agglomération.....</u>	3
<u>1.1.1.1/ Annecy : une agglomération gagnante.....</u>	3
<u>1.1.1.2/ Annecy, moteur entrepreneurial et touristique.....</u>	4
<u>1.1.2/ Limoges : un territoire isolé et en perte d'attractivité.....</u>	5
<u>1.1.3/ Limites de l'approche par l'économie d'agglomération.....</u>	6
<u>1.2/ Analyse par les théories du changement structurel.....</u>	7
<u>1.2.1/ Annecy : une transition réussie vers une économie tertiaire et innovante.....</u>	7
<u>1.2.2/ Limoges : une reconversion économique inaboutie.....</u>	8
<u>1.2.3/ Limites de l'approche par les théories du changement structurel.....</u>	9
<u>2/ Dans quelle mesure la ville dynamique met-elle en place une politique publique favorable à l'innovation et susceptible de pérenniser sa dynamique de développement ?.....</u>	10
<u>2.1/ Les investissements dans les infrastructures et l'aménagement urbain.....</u>	10
<u>2.2/ Les initiatives locales pour soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité.....</u>	11
<u>2.3/ L'adaptation aux enjeux écologiques comme facteur d'attractivité.....</u>	12
<u>2.4/ Le rôle de la participation citoyenne et des acteurs locaux.....</u>	13
<u>2.5/ Quels effets des politiques publiques sur la pérennisation du dynamisme économique d'Annecy ?.....</u>	14
<u>Conclusion.....</u>	15
<u>Bibliographie.....</u>	

Introduction aux villes : choix et présentations de ces deux villes

L'étude du développement local à travers des villes aux trajectoires divergentes permet de mieux comprendre les mécanismes économiques et sociaux qui influencent leur croissance ou leur déclin. Dans le cadre de cette étude, initialement, nous avions choisi Dortmund et Leipzig en Allemagne pour leur caractère atypique et leur contraste marqué. Or, nous avons finalement opté pour Annecy et Limoges en France, en raison de la facilité d'accès aux données (via l'INSEE, Eurostat) et de notre familiarité avec ces villes.

Annecy et Limoges constituent des cas d'étude particulièrement intéressants pour illustrer des trajectoires de développement local divergentes. Bien que de taille similaire en termes de population au début de la période d'analyse, ces deux villes ont suivi des chemins opposés. Annecy a connu une dynamique économique et démographique positive, tandis que Limoges a fait face à des défis liés à son isolement et à une reconversion économique difficile. Cette analyse sera approfondie à travers deux approches théoriques économiques : l'économie d'agglomération, pour expliquer le dynamisme d'Annecy et les difficultés de Limoges, et les théories du changement structurel c'est pour comprendre les transitions économiques réussies ou inabouties de ces villes.

Les évolutions démographiques d'Annecy et Limoges entre 1968 et 2021



Ce graphique montre clairement l'évolution de la population des villes d'Annecy et de Limoges entre 1968 et 2021. On observe deux dynamiques très différentes : Annecy connaît une augmentation continue de sa population, tandis que Limoges stagne, puis amorce un déclin démographique. En observant la courbe correspondant à Annecy, on constate une progression régulière de la population sur l'ensemble de la période. En 1968, la ville comptait environ 78 266 habitants. Une forte hausse est perceptible entre 1968 et 1975, période à laquelle la population atteint 96 527 habitants. Par la suite, la croissance se poursuit à un rythme plus modéré mais constant, jusqu'à atteindre 131 715 habitants en 2021. Cette évolution témoigne de l'attractivité croissante de la ville. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette dynamique : sa proximité avec la Suisse, qui offre de nombreuses opportunités d'emploi, ainsi que son cadre de vie agréable, entre lac et montagnes, qui séduit de nouveaux habitants. La trajectoire de Limoges est bien différente. En 1968, la ville comptait 133 019 habitants. Contrairement à Annecy, elle ne connaît pas de croissance marquée. On observe une légère hausse jusqu'en 1975, avec une population atteignant 143 725 habitants. Ensuite, la courbe se stabilise, indiquant une stagnation démographique pendant plusieurs décennies. Après 2015, elle amorce un déclin : en 2021, la population est tombée à 129 760 habitants. Cette baisse peut s'expliquer par plusieurs facteurs : une moindre attractivité pour les jeunes, un marché de l'emploi moins dynamique, ou encore le vieillissement de la population, avec des naissances insuffisantes pour compenser les départs ([cf. figure 1](#)).

Un élément notable du graphique est le croisement des deux courbes. En 1968, Limoges comptait environ 55 000 habitants de plus qu'Annecy. Au fil des années, cet écart se réduit, jusqu'à ce qu'en 2021, Annecy dépasse Limoges en nombre d'habitants. Ce retournement met en lumière les dynamiques différencierées de développement territorial, souvent liées à l'emploi, aux infrastructures et à la qualité de vie.

octobre 2025

1/ Analyse des divergences de trajectoires

1.1/ Analyse par l'économie d'agglomération – définitions et principes

L'économie d'agglomération se définit comme un ensemble d'économies d'échelle externes aux entreprises, géographiquement localisées, qui génèrent des gains de productivité à travers différents mécanismes. Ces effets positifs découlent principalement de la concentration spatiale des activités économiques (Paul Krugman), qui permet la mutualisation des infrastructures, la réduction des coûts de transaction et la création d'un bassin de main-d'œuvre qualifiée. Le caractère localisé de ces externalités signifie que leurs bénéfices se limitent généralement à une zone géographique circonscrite, créant ainsi des disparités territoriales marquées.

La typologie des externalités selon Glaeser (1992)

- Les externalités de type Marshall-Arrow-Romer reposent sur les avantages liés à la spécialisation sectorielle, où la concentration d'entreprises similaires favorise les échanges de savoir-faire et la formation d'un marché du travail spécialisé.
- Les externalités selon Porter mettent en avant le rôle stimulant de la concurrence locale, qui pousse les entreprises à innover pour maintenir leur avantage compétitif.
- Les externalités jacobiniennes soulignent les bénéfices de la diversité économique, où la coexistence de secteurs différents favorise les fertilisations croisées.

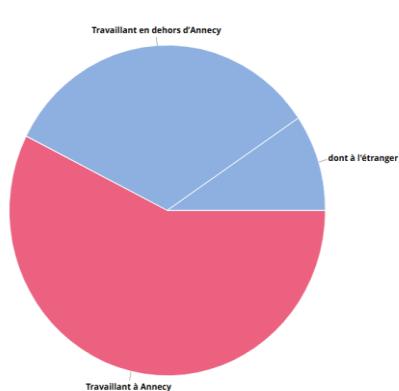
Nous allons appliquer ces trois formes d'externalités à Annecy et Limoges, en fonction de ce qui est pertinent, afin de mieux comprendre leurs divergences économiques et démographiques.

1.1.1/ Annecy : une dynamique portée par les effets d'agglomération

1.1.1.1/ Annecy : une agglomération gagnante

Si nous comparons ces deux villes, nous constatons qu'Annecy illustre parfaitement les bénéfices d'une économie d'agglomération réussie. Située dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, à proximité de la Suisse, la ville bénéficie d'une position géographique stratégique qui en fait un pôle économique attractif. La présence de Genève, à seulement 43 kilomètres, joue un rôle majeur dans son dynamisme. Cette intégration se manifeste à travers deux mécanismes clés : les « backward linkages » qui se traduisent par une demande accrue en biens intermédiaires locaux, et les « forward linkages » qui offrent aux entreprises un accès privilégié au marché suisse. En effet, de nombreux frontaliers travaillent en Suisse (10% en 2010 et 12% en 2021 selon l'INSEE) tout en résidant à Annecy, attirés par un coût de la vie moins élevé et un cadre de vie agréable. Cette situation crée un afflux de populations actives et qualifiées.

Figure 4 – Répartition des actifs en emploi résidant à Annecy selon leur lieu de travail



Lecture : 21 110 Annécien travaillent en dehors d'Annecy, dont 15 090 ailleurs en France et 6 020 à l'étranger.

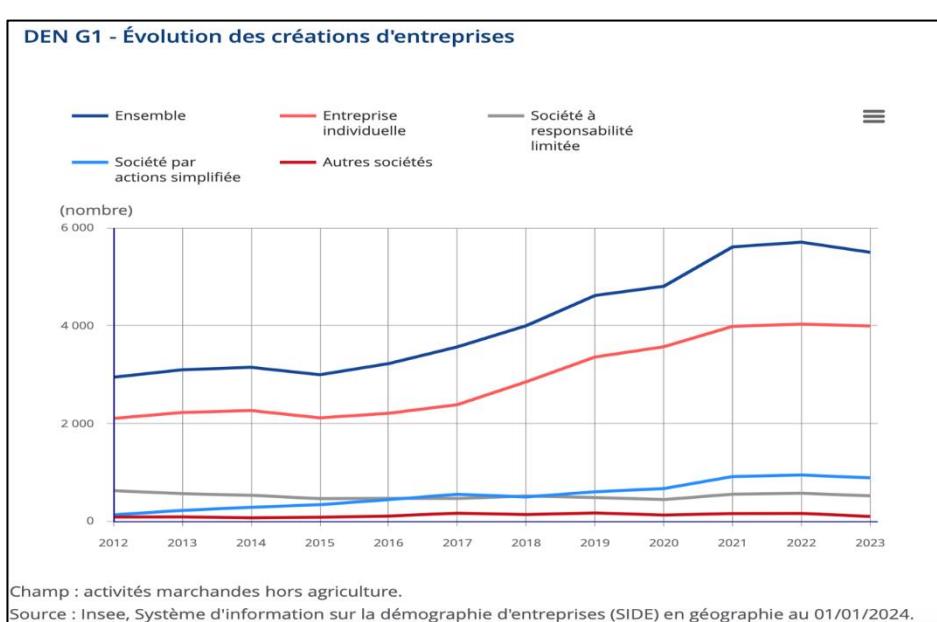
Source : Insee, Recensement de la population 2018 exploitation principale.

Ce graphique réalisé par l'INSEE montre la répartition des actifs en emploi résidant à Annecy selon leur lieu de travail. Et cela montre que la plupart des habitants travaillent en dehors d'Annecy. En plus de cette proximité avec un grand bassin d'emploi international, Annecy dispose d'un tissu économique diversifié et innovant, favorisant les « knowledge spillovers ». Ces transferts informels de savoir-faire s'opèrent à travers la mobilité des travailleurs qualifiés, les collaborations inter-entreprises et les réseaux professionnels. De plus, l'analyse sectorielle révèle une double dynamique : une spécialisation dans les technologies de pointe (illustrant les externalités MAR) coexiste avec une diversité économique dans les services et le tourisme (relevant plutôt des externalités Jacobs). La ville s'est spécialisée dans des secteurs à haute VA (exemple : le pôle de compétitivité Arve Industries).

1.1.1.2/ Annecy, moteur entrepreneurial et touristique

Annecy concentre quatre pôles d'excellence : dans la mécatronique, par l'intermédiaire du Pôle « Mont-Blanc Industries », avec le Cetim-Ctdec (Centre technique des industries mécaniques et du décolletage), le Thésame, l'Université Savoie Mont-Blanc et Polytech Annecy-Chambéry. Ce pôle englobe plus de 20 000 emplois, dont près des deux tiers sur le bassin annécien. Le pôle Image et Multimédia, pèse plus de 1 000 emplois, dont environ 30% sur le Grand Annecy, sachant que la ville d'Annecy abrite désormais le festival international du film d'animation, lui offrant une visibilité mondiale. Le pôle Industries du sport et de l'Outdoor, regroupe une cinquantaine d'entreprises et plus de 1 500 salariés, dont plus de 50% travaillent au sein du Grand Annecy. Le pôle tourisme d'affaire constitue indéniablement l'un des atouts du Grand Annecy, qui dispose de plus de 107 000 lits, et qui, notamment autour de l'hébergement et de la restauration, comptabilise près de 1 400 sociétés et 7 000 emplois dans ce domaine.

Annecy est également une ville touristique, qui accueille 3 millions de visiteurs chaque année. L'emploi lié au tourisme y représente en moyenne 6 % de l'emploi total (soit près de 4 000 emplois), ce qui est plus élevé que dans les grandes villes (3 %) ou que la moyenne régionale (4 %). C'est toutefois moins que pour la Haute-Savoie (9 %) et ses nombreuses stations de ski. Le tourisme à Annecy est très important en été, générant plus de 5 000 emplois touristiques, soit 35 % d'emplois en plus que la moyenne annuelle. La fête du Lac, début août, attire près de 200 000 personnes chaque année. Autre temps fort, le célèbre festival international du film d'animation, qui se déroule début juin, intéresse aussi bien professionnels que spectateurs. Le premier week-end de septembre, le Martin Fourcade Nordic festival, où se donne rendez-vous l'élite du biathlon mondial, constitue également un évènement important, qui a accueilli 20 000 spectateurs en 2021. Ces déterminants démontrent pourquoi Annecy est une ville plus dynamique que Limoges.



Enfin, nous pouvons voir sur ce graphique, représentant l'évolution des créations d'entreprises entre 2012 et 2023, que les entreprises individuelles sont les plus nombreuses, notamment depuis 2018, ce qui traduit un fort dynamisme entrepreneurial, encouragé par le statut de micro-entrepreneur. Les Sociétés par Actions Simplifiée (SAS) progressent également, traduisant ces tendances positives.

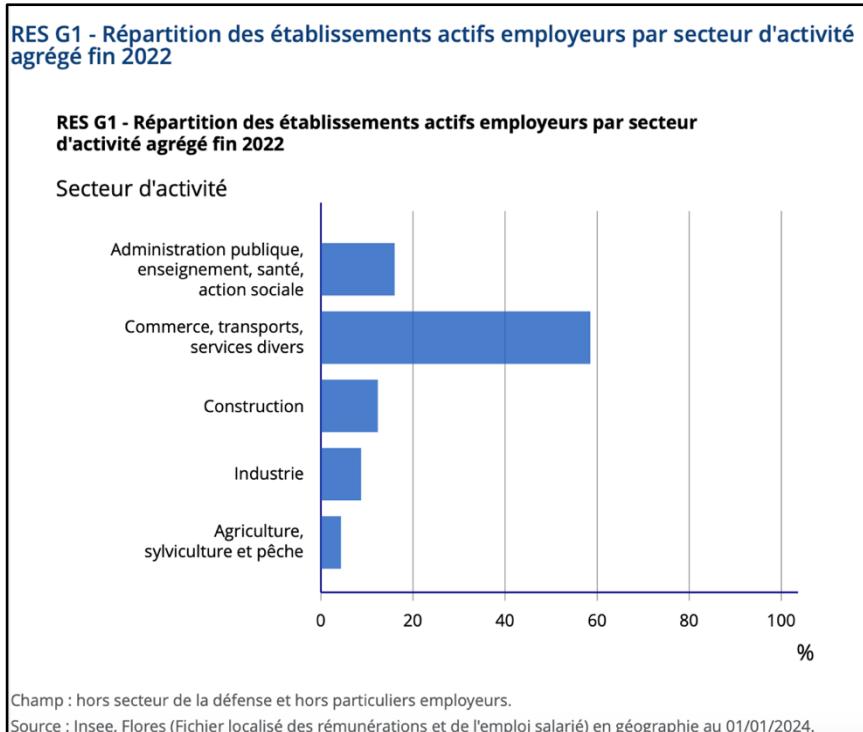
territoire isolé et en perte d'attractivité

1.1.2/ Limoges : un

À l'inverse, Limoges souffre d'un relatif isolement géographique, situé à plus de 300 kilomètres de toute métropole régionale importante. Préfecture de la Haute-Vienne en Nouvelle-Aquitaine, la ville se trouve dans une position géographique périphérique, éloignée des grands pôles économiques français. Contrairement à Annecy, qui bénéficie de la proximité de Genève et de Lyon, Limoges ne dispose pas d'une métropole dynamique à proximité immédiate. Bordeaux et Toulouse, bien que situées dans la même région, sont trop éloignées pour entraîner des effets d'entraînement significatifs. Cet éloignement se traduit par des coûts logistiques supérieurs de près de 15% à la moyenne nationale pour les entreprises locales, selon une étude de la CCI de Limoges. Les liens amont et aval (« backward and forward linkages ») y sont particulièrement faibles, avec seulement 8% des entreprises intégrées dans des chaînes de valeur régionale. La spécialisation historique dans l'industrie de la porcelaine, qui représentait encore 25% des emplois industriels, il y a vingt ans, n'en compte plus que 12% aujourd'hui, selon les séries historiques de l'INSEE.

octobre 2025

Ce graphique montre la répartition des établissements actifs employeurs par secteur d'activité agrégé en fin 2022 à Limoges. Nous pouvons voir que 59% des établissements employeurs relèvent du secteur du commerce, des transports et des services divers, ce qui montre une économie tournée vers le tertiaire. Les secteurs industriels, agricoles et des constructions sont peu représentés.



Cette désindustrialisation n'a pas été compensée par l'émergence de nouveaux secteurs, ce qui limite les possibilités d'externalités positives de type Jacobs. Le taux de création d'entreprises innovantes y est trois fois inférieur à celui observé à Annecy. L'encaissement des vallées a longtemps fait obstacle à l'implantation d'infrastructures modernes, ce qui a constitué pour la région un frein permanent au développement. Il n'empêche, de très grands progrès ont été réalisés dans tous les domaines. Spatialement, la population se concentre dans de rares zones urbaines, principalement l'agglomération de Limoges et le bipôle Brive-Tulle, et les campagnes se vident à peu près

complètement dans certains secteurs.

La densité rurale moyenne ne dépasse guère 20 hab./km² et peut tomber, à l'échelle communale, au-dessous de 10 et même de 5 habitants au kilomètre carré dans de vastes espaces (plateau de Millevaches, Sud-Est corrézien, basse Marche).

La ville de Limoges peine également à retenir ses talents. Les données du recensement montrent un solde migratoire négatif de -0,8% par an pour les 25-40 ans diplômés du supérieur. Le vieillissement de la population s'accentue ([cf. figure 2](#)). Le départ des jeunes adultes continue, ce qui pèse sur les services publics et limite le renouvellement économique. Malgré des atouts réels (patrimoine historique, université reconnue), Limoges ne parvient pas à inverser la tendance, faute d'une masse critique suffisante pour générer des effets d'agglomération positifs.

1.1.3/ Limites de l'approche par l'économie d'agglomération

Bien que l'économie d'agglomération offre une grille de lecture pertinente pour comprendre les trajectoires divergentes d'Annecy et de Limoges, cette approche présente certaines limites. D'une part, elle ne prend pas en compte tous les facteurs non économiques qui influencent le développement urbain (Sur-agglomération et Déséquilibres territoriaux). Par exemple, les choix politiques locaux sont importants. Annecy a bénéficié d'une politique volontariste en matière d'aménagement du territoire, avec des investissements dans les transports et l'innovation, tandis que Limoges a peut-être manqué d'une stratégie claire pour accompagner sa transition économique.

Limoges a longtemps reposé sur une mono-industrie (la porcelaine), ce qui a rendu son économie vulnérable aux mutations sectorielles. Annecy, en revanche, a toujours eu une économie plus diversifiée, ce qui lui a permis de mieux résister aux chocs. Enfin, l'économie d'agglomération tend à sous-estimer les effets de seuil et les phénomènes de verrouillage territorial. Une fois qu'une ville comme Limoges entre dans une spirale de déclin, il devient très difficile d'en sortir, car les entreprises et les talents continuent de la quitter, renforçant ainsi les déséquilibres. À l'inverse, une ville comme Annecy attire toujours plus d'investissements, ce qui creuse les écarts.

1.2/ Analyse par les théories du changement structurel

La théorie du changement structurel explique les évolutions des structures économiques à différentes échelles au fil du temps. Le changement structurel est un processus prolongé, résultant de plusieurs dynamiques (les avancées technologiques, les mutations dans la demande de biens et de services...). Ces transitions ne suivent pas toujours un chemin tout tracé, et sont souvent influencées par des facteurs internes (tels que les politiques publiques, les dynamiques locales...) ainsi que par des facteurs externes (comme les évolutions mondiales et les crises économiques).

Les modèles de districts industriels locaux (« clusters ») illustrent exactement cette dynamique : ils correspondent à la concentration géographique d'entreprises opérant dans le même secteur (ou dans des secteurs adjacents), créant ainsi des synergies entre elles. Ces synergies reposent sur des économies d'échelle externes et des externalités positives qui favorisent l'innovation, l'efficacité et la compétitivité des entreprises locales.

1.2.1/ Annecy : une transition réussie vers une économie tertiaire et innovante

Annecy a amorcé une transition réussie vers une économie tertiaire. Aujourd'hui, elle se distingue par son secteur des services, son tourisme et son innovation, notamment dans les technologies et la santé, tout en profitant de son cadre naturel unique.

Ce tableau montre l'évolution de l'emploi par secteur d'activité à Annecy en 2010, 2015 et 2021. On observe des

EMP T8 - Emplois selon le secteur d'activité

Secteur d'activité	2010		2015		2021			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	dont femmes en %	dont salariés en %
Ensemble	67 469	100,0	68 362	100,0	74 428	100,0	50,0	87,3
Agriculture	232	0,3	249	0,4	254	0,3	28,0	69,5
Industrie	9 080	13,5	8 760	12,8	8 451	11,4	34,8	94,3
Construction	4 408	6,5	4 376	6,4	5 397	7,3	13,1	76,0
Commerce, transports, services divers	33 557	49,7	34 026	49,8	38 231	51,4	49,5	85,6
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	20 192	29,9	20 951	30,6	22 094	29,7	66,1	90,5

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires lieu de travail, géographie

changes significatifs dans certains secteurs. En 2010, on comptait environ 9 080 emplois dans le secteur de l'industrie à Annecy, mais ce nombre a légèrement diminué pour atteindre 8 451 en 2021. À l'inverse, le secteur du commerce, des transports et des services divers regroupait déjà 33 557 emplois en 2010, ce qui en faisait le principal pourvoyeur d'emplois à cette date.

Ces données démontrent un changement dans la structure de l'emploi à Annecy entre 2010 et 2021. On observe un recul modéré de l'industrie, tandis que

les secteurs tertiaires comme le commerce, les transports, les services et l'administration publique connaissent une croissance. Cela reflète une tertiarisation progressive de l'économie locale, avec une demande croissante pour les services, aussi bien privés que publics.

Ce basculement peut aussi s'expliquer par les dynamiques économiques régionales et la transformation des modes de production. Cette dynamique illustre une tendance générale observée dans de nombreuses économies développées : une réduction progressive de l'emploi industriel au profit d'une forte croissance des emplois dans les services, en particulier dans les secteurs à forte valeur ajoutée comme le commerce, le tourisme, l'hébergement ou encore les services spécialisés.

1.2.2/ Limoges : une reconversion économique inaboutie

octobre 2025

Limoges, longtemps symbole d'un savoir-faire industriel reconnu notamment dans la porcelaine, le cuir et le textile, a subi de plein fouet les effets de la désindustrialisation au cours des dernières décennies. Ces secteurs traditionnels, fortement ancrés dans l'identité économique locale, ont connu un déclin progressif.

Selon ce tableau sur les effectifs par secteur d'activité agrégé et taille d'établissement fin 2022, l'industrie

représente une faible part de l'emploi total à Limoges, avec seulement 7 664 emplois, soit 8,7 % du total, ce qui confirme le déclin des secteurs industriels traditionnels tels que la porcelaine ou le textile. Le secteur tertiaire marchand (commerce, transports, services divers) représente 33 391 emplois, soit 38 % de l'emploi total à Limoges. Ce secteur est fortement hétérogène. D'un côté, il repose sur un important tissu de petites structures, avec 8 553 emplois dans des établissements de moins de 10 salariés. De l'autre, une part significative des emplois 10 146 est

RES T2 - Effectifs par secteur d'activité agrégé et taille d'établissement fin 2022							
Secteur d'activité	Total	%	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
Ensemble	87 780	100,0	11 191	6 916	11 001	10 803	47 869
Agriculture, sylviculture et pêche	127	0,1	56	14	57	0	0
Industrie	7 664	8,7	620	541	1 170	1 181	4 152
Construction	3 301	3,8	744	589	719	738	511
Commerce, transports, services divers	33 391	38,0	8 553	4 287	5 906	4 499	10 146
dont commerce et réparation automobile	9 330	10,6	2 847	1 425	1 627	1 235	2 196
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	43 297	49,3	1 218	1 485	3 149	4 385	33 060

Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.

Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

concentrée dans des établissements de grande taille (plus de 100 salariés). Enfin, près de la moitié des emplois 49,3 % relèvent de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale, traduisant une forte dépendance de l'économie locale à l'emploi public.

Cependant, malgré ces initiatives, plusieurs difficultés limitent leur efficacité. Ces secteurs sont souvent marqués par un manque de spécialisation, ce qui freine leur compétitivité à l'échelle régionale et nationale. Le faible développement de filières solides dans des secteurs spécifiques empêche de structurer une véritable dynamique économique capable de compenser les pertes d'emplois industriels. De plus, le tissu économique reste peu diversifié.

D'après ce tableau sur les établissements actifs employeurs selon les sphères de l'économie fin 2022, la sphère productive, qui regroupe 27,4 % des établissements actifs, génère seulement 23,2 % des emplois à Limoges. Cela reflète le déclin des secteurs industriels traditionnels, tels que la porcelaine et le textile, et limite la capacité de la ville à développer un secteur privé compétitif, apte à créer des emplois de qualité à long terme. À l'inverse, la sphère présentielle représente 72,6 % des établissements et génère 76,8 % des emplois. Une grande partie de ces emplois se trouve dans le secteur public, principalement dans les services sociaux, l'éducation, la santé et l'administration. Cela souligne la dépendance de Limoges à l'emploi public, avec près de 40 % des emplois de cette sphère dans ce secteur.

Bien que l'emploi public soit essentiel à la gestion des services de base, il croît généralement plus lentement que le secteur privé. Moins soumis à la concurrence, il manque souvent de dynamisme et d'innovation. En revanche, le secteur privé, notamment les industries et les start-ups, est plus flexible et réactif aux besoins du marché, favorisant ainsi l'innovation et le développement de nouvelles technologies.

RES T3 - Établissements actifs employeurs selon les sphères de l'économie fin 2022

Sphère économique	Établissements		Effectifs	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	5 037	100,0	87 780	100,0
Sphère productive	1 381	27,4	20 379	23,2
dont domaine public	13	0,3	958	1,1
Sphère présentielle	3 656	72,6	67 401	76,8
dont domaine public	259	5,1	34 147	38,9

Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.

Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

1.2.3/ Limites de l'approche par les théories du changement structurel

Les théories du changement structurel reposent sur l'idée d'un passage « naturel » d'une économie industrielle (secteur secondaire) vers une économie tertiaisée, fondée sur les services. Elles s'inspirent souvent de l'approche évolutionnaire ou néo-schumpétérienne, qui valorise l'innovation, les cycles longs et la reconfiguration des structures économiques dans le temps.

Cependant, cette transition est loin d'être automatique ou linéaire. Le basculement vers une économie tertiaisée s'inscrit dans des temporalités longues et se heurte à de nombreux obstacles, comme en témoigne le cas de Limoges. La ville souffre de déséquilibres persistants entre les secteurs public et privé, d'un taux d'activité relativement faible, et d'une capacité limitée à diversifier son tissu économique ou à générer des emplois à forte valeur ajoutée.

Ainsi, malgré l'amorce d'un changement structurel, la transition reste inachevée. Ce constat met en lumière les limites de l'approche théorique lorsqu'elle est confrontée à des réalités territoriales marquées par un lourd héritage industriel, une spécialisation sectorielle rigide et des contraintes exogènes telles que la démographie ou les politiques nationales.

2/ Dans quelle mesure la ville dynamique met-elle en place une politique publique favorable à l'innovation et susceptible de pérenniser sa dynamique de développement ?

Annecy, surnommée la « Perle des Alpes », est bien plus qu'une ville pittoresque réputée pour son lac et ses paysages montagneux. Elle se distingue notamment par un dynamisme économique et une capacité à innover qui en font un territoire attractif et toujours en développement. Afin de comprendre comment Annecy entretient cette dynamique, il est important d'examiner les politiques publiques mises en œuvre, notamment en matière d'investissement dans les infrastructures, d'aménagement urbain et de soutien à l'entrepreneuriat. Cette analyse s'inscrit dans une perspective de développement local tel que défini depuis les années 2000 comme un processus multidimensionnel, intégrant des objectifs économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Il ne s'agit donc pas seulement d'une croissance quantitative, mais d'une démarche qualitative et territorialisée, qui mobilise les spécificités locales au service d'un développement durable et inclusif.

2.1/ Les investissements dans les infrastructures et l'aménagement urbain

Le développement économique d'Annecy est étroitement lié à sa capacité à investir dans des infrastructures modernes et à concevoir un aménagement urbain qui favorise l'innovation. La ville a su créer un environnement propice à l'implantation des entreprises, en mettant l'accent sur la qualité de vie, l'accessibilité et la connectivité. En effet, Annecy compte actuellement 13 429 entreprises privées ou publiques, employant un total de 63 467 salariés. Ce tissu économique diversifié témoigne de la vitalité de la ville et de sa capacité à attirer des activités dans des secteurs variés. Par exemple, en 2022, la ville a enregistré 2 692 créations d'entreprises, dont 1 860 sous forme d'entreprises individuelles ([cf. figure 3](#)). Cela témoigne d'une croissance significative par rapport aux années précédentes, illustrant l'efficacité des dispositifs locaux de soutien à l'entrepreneuriat et de l'attrait qu'exerce Annecy sur les créateurs d'entreprise : par exemple, entre 2011 et 2020, le nombre d'entreprises créées à Annecy par an est passé de 1 300 à 2 250 ([cf. figure 4](#)).

De plus, la municipalité d'Annecy joue un rôle important pour faciliter l'accès au financement pour les entreprises, notamment les PME, afin de maintenir une excellente dynamique économique. Parmi les 13 429 entreprises implantées à Annecy, 5 613 sont des établissements employeurs ayant recruté au moins une personne au cours de l'année passée. Sur ce total, on dénombre 5 088 très petites entreprises (TPE) de moins de 20 salariés, 487 petites et moyennes entreprises (PME) comptant entre 20 et 200 salariés, ainsi que 38 grandes entreprises employant plus de 200 personnes ([cf. figure 5](#)).

Ainsi, la causalité circulaire décrite par Myrdal permet de mieux comprendre comment l'investissement public initial peut enclencher un cercle vertueux de croissance et d'innovation, renforçant les avantages compétitifs d'Annecy dans la durée. Ces investissements dans les infrastructures et l'aménagement urbain ont permis à Annecy de

octobre 2025

renforcer son attractivité économique et d'accompagner la croissance de son tissu entrepreneurial. En favorisant un cadre de vie de qualité, une bonne accessibilité et des dispositifs de soutien adaptés aux entreprises, la ville s'impose comme un pôle économique dynamique.

2.2/ Les initiatives locales pour soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité

Les initiatives locales jouent un rôle important dans le soutien à l'innovation et le renforcement de l'attractivité économique d'Annecy. À travers différents dispositifs, la municipalité et ses partenaires accompagnent les entrepreneurs en leur offrant des solutions de financement, des infrastructures adaptées et un accompagnement stratégique.

Parmi ces soutiens, il y a l'Initiative Grand Annecy (IGA), qui propose, depuis plus de 20 ans, des prêts d'honneur sans intérêts ni garanties, renforçant ainsi les fonds propres des créateurs et repreneurs d'entreprises. Ces prêts, généralement compris entre 5 000 € et 30 000 €, sont remboursables sur une période de 3 à 5 ans. Un bel exemple est celui de Samaya, accompagnée par IGA entre 2020 et 2022. Cette entreprise innovante a bénéficié de financements pour développer ses produits. En janvier 2023, Guillaume Pepy, président d'Initiative France, a visité leurs locaux, soulignant l'importance de l'innovation soutenue par IGA. Ce soutien illustre comment l'aide financière et l'accompagnement stratégique offerts par la municipalité permettent à des startups locales de croître et de s'implanter durablement dans le tissu économique annécien.

En complément de ce soutien financier, la ville favorise également la création d'entreprises à travers un réseau de pépinières d'entreprises. Ces structures ne se contentent pas de fournir des locaux à tarifs préférentiels : elles créent un véritable écosystème propice à l'émergence de nouveaux projets. Elles offrent des services mutualisés, tels que l'accueil, le secrétariat, la reprographie et l'accès à internet haut débit, permettant aux entrepreneurs de se concentrer sur leur cœur de métier. Mais surtout, elles assurent un accompagnement stratégique en mettant à disposition des conseils personnalisés, des formations et des ateliers thématiques. Parmi ces initiatives, il y a Annecy Base Camp : située au cœur du Parc des Glaïeuls à Annecy, cette pépinière, développée en partenariat avec Outdoor Sports Valley (OSV), propose des bureaux de 12 à 26 m², un espace de coworking, des salles de réunion ainsi qu'un atelier de prototypage et de shooting photo. En plus des infrastructures, les entrepreneurs bénéficient d'un accompagnement personnalisé, de formations collectives et de permanences d'experts pour les aider à structurer et accélérer leur développement. Cette approche sectorielle permet aux start-ups spécialisées dans l'industrie du sport et des activités de plein air de bénéficier d'un cadre propice aux synergies et à l'innovation. Ce type d'infrastructure spécialisée illustre bien les trois forces d'agglomération identifiées par Duranton et Puga : le sharing (partage d'infrastructures), le matching (mise en relation facilitée avec des compétences rares) et les knowledge spillovers (transferts de connaissances tacites favorisés par la proximité). L'environnement entrepreneurial d'Annecy permet ainsi de créer un « écosystème d'innovation » où les idées circulent rapidement, rejoignant les analyses de Carlino et Kerr sur le rôle de la densité territoriale dans la dynamique d'innovation.

Enfin, pour renforcer encore davantage cet écosystème, des structures comme INNOVAflow jouent un rôle non-négligeable. Cet incubateur, nomade, dédié au mentorat de projets innovants et durables propose un parcours en huit étapes pour les entrepreneurs ainsi que des modules innovants pour les intrapreneurs, visant à transformer les idées novatrices en succès commerciaux. En offrant un accompagnement personnalisé, des conseils stratégiques et des ressources adaptées, INNOVAflow contribue à faire d'Annecy un pôle d'excellence dans le domaine de l'innovation.

2.3/ L'adaptation aux enjeux écologiques comme facteur d'attractivité

La transition écologique menée par Annecy illustre parfaitement la définition de l'ANCT (2020), qui voit cette transformation comme « profonde et progressive, conduite par une pluralité d'acteurs pour réduire l'empreinte environnementale ». Cela correspond à la logique de grande transition, évoquée par Alexandre Monnin, dans laquelle les villes doivent non seulement s'adapter, mais redéfinir en profondeur leurs modèles de développement.

Annecy a compris l'importance d'intégrer les enjeux écologiques dans ses politiques publiques, pour contribuer à son attractivité. En effet, la ville a investi dans le développement durable, via des projets de transition énergétique, de mobilité durable et de préservation des ressources naturelles. En 2023, la municipalité a alloué plus de 12 millions d'euros à la rénovation énergétique des bâtiments publics et à la promotion des énergies renouvelables. Par ailleurs, la ville a investi massivement dans les transports écologiques : le réseau de bus a été progressivement électrifié, avec 30 nouveaux bus électriques et à hydrogène intégrés dans la flotte en 2023, ce qui représente une augmentation de 25 % de la flotte propre par rapport à l'année précédente. De plus, la ville a développé un réseau de pistes cyclables qui a augmenté de 30 % entre 2020 et 2023, avec un total de 150 kilomètres de pistes aménagées à travers la ville. Par exemple, l'évolution des émissions brutes de GES sur le territoire, selon le rapport sur le développement durable, visait une réduction de 87 % d'ici 2050 ([cf. figure 6](#)).

Ensuite, le lac d'Annecy est au cœur des préoccupations écologiques de la municipalité. Pour préserver sa qualité, un système de collecte et de traitement des eaux usées a été mis en place depuis les années 1960, permettant de maintenir des niveaux de pollution très faibles. La gestion durable du lac inclut également un programme lancé en 2022 pour protéger les zones humides et reboiser les berges. En 2023, plus de 500 hectares de zones sensibles ont été restaurés dans le cadre de ce programme. Ces efforts contribuent à préserver la biodiversité du lac et des alentours tout en garantissant sa durabilité.

La ville d'Annecy soutient également les initiatives écologiques dans le Parc Naturel Régional des Bauges, où elle finance des projets de reboisement et de préservation des écosystèmes. Le tourisme durable y est encouragé, notamment par l'aménagement de sentiers écologiques et la promotion d'activités respectueuses de l'environnement.

Ces projets s'inscrivent dans une démarche cohérente avec les objectifs du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), outil de planification imposé aux EPCI, visant à assurer l'autonomie énergétique et la résilience du territoire. L'effort de concertation citoyenne autour de ces plans traduit une gouvernance territoriale renouvelée.

2.4/ Rôle de la participation citoyenne et des acteurs locaux

La participation citoyenne et l'implication des acteurs locaux constituent des leviers très importants pour stimuler l'innovation territoriale et assurer un développement durable à Annecy. La ville et l'agglomération du Grand Annecy ont mis en place divers dispositifs visant à intégrer les habitants et les acteurs locaux dans les processus décisionnels, favorisant ainsi une co-construction des projets urbains et économiques. Ce mode de gouvernance ouverte s'aligne avec les approches évolutionnaires du développement local, qui insistent sur la capacité des territoires à construire leur propre trajectoire en mobilisant les acteurs locaux. Comme le souligne Boschma, la résilience et la capacité d'adaptation des territoires dépendent fortement de la diversité des profils et de la coopération active entre les institutions et la société civile. En permettant l'expression directe des citoyens, Annecy renforce ainsi sa capacité à innover dans la durée.

Annecy a développé plusieurs plateformes et instances pour encourager la participation active de ses citoyens. La plateforme en ligne « Je Participe Annecy » permet aux habitants de s'impliquer directement dans les projets locaux et les décisions municipales. Depuis sa création, cette plateforme a enregistré 30 537 votes et 7 034 contributions de la part de 30 277 participants, témoignant de l'engagement significatif des citoyens dans la vie locale. Par ailleurs, l'Espace Citoyen du Grand Annecy, instance de démocratie participative, regroupe environ 150 membres en 2021, avec 38% de femmes et 62% d'hommes ([cf. figure 7](#)). Cette instance reflète une volonté d'inclure une diversité de profils dans les processus décisionnels.

La municipalité d'Annecy et le Grand Annecy ont instauré des mécanismes de concertation publique pour associer les citoyens à la conception des projets urbains. Un exemple notable est le projet de piétonnisation du quartier du lac, qui a fait l'objet d'une concertation publique de juin 2022 à mai 2023. Cette démarche a permis aux habitants de contribuer activement à la définition des aménagements futurs. De plus, le projet de Transport Collectif en Site Propre intégral (TCSPi), également appelé « Réseau Haute Mobilité », a été soumis à une concertation publique du 30 avril au 26 juillet 2024. Les citoyens ont été invités à exprimer leurs avis et suggestions, illustrant l'engagement des autorités locales à intégrer les retours des habitants dans les projets de mobilité.

octobre 2025

Enfin, l'Initiative Grand Annecy (IGA), comme on l'a évoqué précédemment, est essentiel dans le soutien à l'innovation locale. En 2023, IGA a accompagné 152 entrepreneurs, dont 68 % dans des projets innovants, en leur offrant des prêts d'honneur sans intérêts ni garanties, renforçant ainsi leurs fonds propres. Également, le Parc d'Activités des Glaïsins, créé dans les années 1980, est un autre exemple de pôle d'innovation à Annecy-le-Vieux. Il accueille aujourd'hui plus de 300 entreprises, témoignant de la diversité et de la vitalité du tissu économique local ([cf. figure 8](#)).

2.5/ Quels effets des politiques publiques sur la pérennisation du dynamisme économique d'Annecy ?

Le dynamisme économique d'Annecy observé ces dernières années repose largement sur des politiques publiques ciblées, visant à renforcer l'attractivité du territoire, stimuler la création d'emplois et favoriser l'implantation d'entreprises. Ces mesures ont eu des effets concrets et mesurables sur plusieurs aspects clés du développement local.

L'un des premiers indicateurs de cette dynamique est l'évolution du marché de l'emploi. Entre 2010 et 2021, le nombre d'actifs en emploi dans la zone annécienne est passé de 129 294 à 149 089, enregistrant ainsi une progression de plus de 15 % ([cf. figure 9](#)). Cette augmentation témoigne de la vitalité du tissu économique local, soutenu par des actions publiques encourageant l'investissement et l'innovation. En parallèle, le taux de chômage a connu une baisse significative, passant de 7,8 % en 2010 à 7,7 % en 2021, chez les 15-64 ans ([cf. figure 10](#)). Cette amélioration est encore plus marquée chez les jeunes de 15 à 24 ans, dont le taux de chômage a reculé de 15,8 % à 15,1 % ([cf. figure 10](#)). Ainsi, la mise en place de dispositifs d'aide à l'emploi, de formations adaptées aux besoins du marché et de mesures d'accompagnement des jeunes a largement contribué à cette évolution favorable.

Parallèlement, la dynamique entrepreneuriale s'est fortement accélérée. Entre 2012 et 2020, le nombre de créations d'entreprises a bondi de 2 947 à 5 503, soit une augmentation de près de 87% ([cf. figure 11](#)). Ce phénomène illustre la mise en place d'un cadre favorable au développement des activités économiques, avec un accompagnement des entrepreneurs, un accès facilité aux financements et une attractivité renforcée du territoire. Un quart des entreprises nouvellement créées évolue dans les secteurs des « Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien », ce qui souligne l'orientation vers des filières à forte valeur ajoutée, essentielles pour la compétitivité à long terme.

Cette croissance économique se traduit également par une amélioration du niveau de vie des habitants. Entre 2010 et 2019, le revenu fiscal de référence moyen par foyer est passé de 23 316€ à 33 340€, reflétant une hausse du pouvoir d'achat et une redistribution partielle des bénéfices du développement économique ([cf. figure 12](#)). Toutefois, cette évolution doit être analysée en tenant compte du contexte inflationniste, qui peut atténuer ses effets réels sur la population.

Si ces résultats attestent d'un succès global des politiques publiques mises en œuvre, certains défis demeurent et nécessitent des ajustements pour garantir la pérennisation de cette dynamique. La pression croissante sur le marché du logement constitue un enjeu central : le développement économique attire de nouveaux habitants, mais l'offre de logements peine à suivre, ce qui risque d'entraver l'accessibilité résidentielle et d'affecter l'attractivité du territoire à long terme. De même, l'accessibilité et les infrastructures de transport doivent être renforcées pour fluidifier les déplacements et éviter un engorgement qui pourrait nuire à la qualité de vie et à la compétitivité des entreprises locales.

2.6/ Conclusion

Avec une politique publique résolument tournée vers l'avenir, Annecy parvient à conjuguer dynamisme économique, attractivité territoriale et innovation. Les investissements dans les infrastructures, l'aménagement urbain de qualité et le soutien constant à l'entrepreneuriat forment les fondements d'un environnement propice à la croissance durable. L'engagement des acteurs publics en faveur de l'innovation se traduit par la mise en place d'un écosystème riche, associant incubateurs, pépinières, financements ciblés et accompagnement stratégique. À cela s'ajoute une volonté affirmée de répondre aux défis écologiques, en intégrant pleinement les impératifs de transition énergétique et de mobilité douce dans les politiques locales.

Mais ce qui fait la singularité d'Annecy, c'est aussi sa capacité à mobiliser ses citoyens et ses acteurs locaux autour de projets communs, en plaçant la participation au cœur des démarches de développement. Cette gouvernance ouverte

favorise l'adhésion collective, stimule la créativité locale et renforce l'ancrage territorial des innovations. Les effets de ces politiques sont visibles : dynamisme entrepreneurial, baisse du chômage, progression du revenu moyen et montée en compétences des acteurs locaux.

Pour autant, la pérennisation de ce modèle exige une vigilance constante face aux tensions émergentes, notamment en matière de logement, de mobilité ou d'inégalités sociales. La capacité des politiques publiques à anticiper et accompagner ces mutations déterminera si Annecy peut non seulement maintenir, mais aussi amplifier son élan de développement dans un monde en profonde transformation.

Bibliographie :

Sources statistiques et socio-économiques (INSEE, Grand Annecy)

INSEE (2022). Annecy, une ville attractive à la démographie dynamique, Emma Bianco & Maureen Marza. Édition n°150.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6529004>

INSEE. Démographie des entreprises à Annecy. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7658710?geo=COM-74010>

INSEE. Dossier complet – Commune d'Annecy (74010). <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-74010>

INSEE. Dossier complet – Commune de Limoges (87085).

octobre 2025

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-87085>

INSEE (2015). Le Limoges attire des étudiants mais perd des diplômés, Nathalie Garçon, Claude Mallemanche, Pascal Prévot. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1379780>(<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1379780>)

INSEE (2013). Territoires limousins : des fragilités sociales au risque de pauvreté, Bruno Balouzat, Frédéric Châtel, Bruno Granet. Focal INSEE Limousin, n°95.

INSEE (2022). Travailleurs frontaliers : six profils de navetteurs vers la Suisse, I. Debouzy, A. Reffet-Rochas, INSEE Analyses Auvergne-Rhône-Alpes, n°145.

INSEE (2022). Comparaison des salaires France/Suisse dans la zone genevoise, Yann Leurs, La Lettre Analyses, n°28.

Documents institutionnels et territoriaux (Grand Annecy, collectivités)

Grand Annecy. Chiffres-clés du territoire.

<https://www.grandannecy.fr/mon-agglo/votre-territoire/chiffres-cles>

Grand Annecy (2023). Rapport Développement Durable 2021-2022. [PDF]

Grand Annecy (2024). Rapport d'activité de l'Espace Citoyen 2023.

https://www.grandannecy.fr/fileadmin/mediatheque/Documents_reglementaires/Conseil/2024/05_23/DEL-2024-084_Espace_Citoyen_Rapport_activite_2023.pdf

Grand Annecy. Réseau Haute Mobilité : concertation en cours.

<https://www.grandannecy.fr/actualites/actualite/reseau-haute-mobilite-participez-a-la-concertation>

Grand Annecy. Projet TCSPi – Transport en commun en site propre. <https://www.grandannecy.fr/mon-quotidien/facilites-transports/en-bus/le-projet-de-tcspi>

Économie, entreprises et innovation (Initiative Grand Annecy, pépinières, clusters)

Initiative Grand Annecy. Le financement des entreprises.

<https://initiative-grand-annecy.fr/notre-offre-de-service/le-financement/>

Fonds Publics. Prêt d'honneur – Initiative Grand Annecy.

<https://www.fonds-publics.fr/aides/pret-d-honneur-initiative-grand-annecy>

Grand Annecy. Annecy Base Camp – Pépinière d'entreprises innovantes.

<https://www.grandannecy.fr/entreprendre/creer-son-entreprise-simplanter/les-pepinieres-et-hotels-dentreprises/annecy-base-camp>

Initiative Grand Annecy (2023). Innovation – Samaya.

<https://initiative-grand-annecy.fr/blog/2023/03/13/innovation/>

INNOVAflow.

[https://innovaflow.fr/\]\(https://innovaflow.fr/\)](https://innovaflow.fr/)

Grand Annecy. Partenaires de l'innovation.

<https://www.grandannecy.fr/entreprendre/innover/partenaires-innovation>

France Travail. Les pépinières d'entreprises.

<https://www.francetravail.fr/les-pepinieres-dentreprise>

Promus. Start-up agroalimentaire durable.

<https://www.promus.fr/>

Arthur Loyd. Parc d'activités des Glaisins à Annecy-le-Vieux : un pôle d'innovation. <https://www.arthurloyd.com/actualites/zoom-sur-le-parc-d-activites-des-glaisins-un-pole-d-innovation-a-annecy-le-vieux>

Démocratie locale et participation citoyenne (Annecy 2050, concertation)

Plateforme « Je participe Annecy ».

<https://jeparticipe.annecy.fr>

Démarche participative Annecy 2050.

<https://jeparticipe.annecy.fr/pages/la-demarche>

Concertation sur la piétonnisation du quartier du lac.

<https://jeparticipe.annecy.fr/project/pietonnisation-quartier-du-lac>

Autres sources économiques, culturelles et académiques

Ministère de la Culture. Clusters ou districts industriels culturels et médiatiques, mars 2013.

Bathelt, H., & Storper, M. (2023). Related Variety and Regional Development: A Critique. [PDF]

Limoges Métropole. Histoire industrielle de Limoges – Atouts du territoire.

Grand Annecy. Image et industries créatives.

CCI Haute-Savoie. [<https://www.haute-savoie.cci.fr>] (<https://www.haute-savoie.cci.fr>)

Annuaire Mairie. Salaire moyen à Annecy.

<https://www.annuaire-mairie.fr/salaire-annecy.html>

Annecy-Ville.fr (2019). Grand Annecy : un territoire prisé par les entreprises, Magalie A.

Cours magistral : Développement local – Les théories du changement structurel, support PowerPoint 2025.

Annexes :

Annexes 1 – Graphiques et tableaux montrant l'évolution de la structure des villes

Figure 1 : Population depuis 1968 - *Insee*

octobre 2025

Période	Population		Densité de population (hab/km ²)	
	Annecy	Limoges	Annecy	Limoges
1968	78 266	133 019	1 169,4	1 704,7
1975	96 527	143 725	1 442,2	1 841,9
1982	101 087	140 418	1 510,3	1 799,5
1990	107 537	133 486	1 606,7	1 710,7
1999	112 379	133 994	1 679,1	1 717,2
2010	118 821	139 150	1 775,3	1 783,3
2015	125 694	133 627	1 878,0	1 712,5
2021	131 715	129 760	1 968,0	1 663,0

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitations principales

Figure 2 : Évolution annuelle de la population par tranche d'âge entre 2014 et 2020 – Traitement Eohs d'après Insee

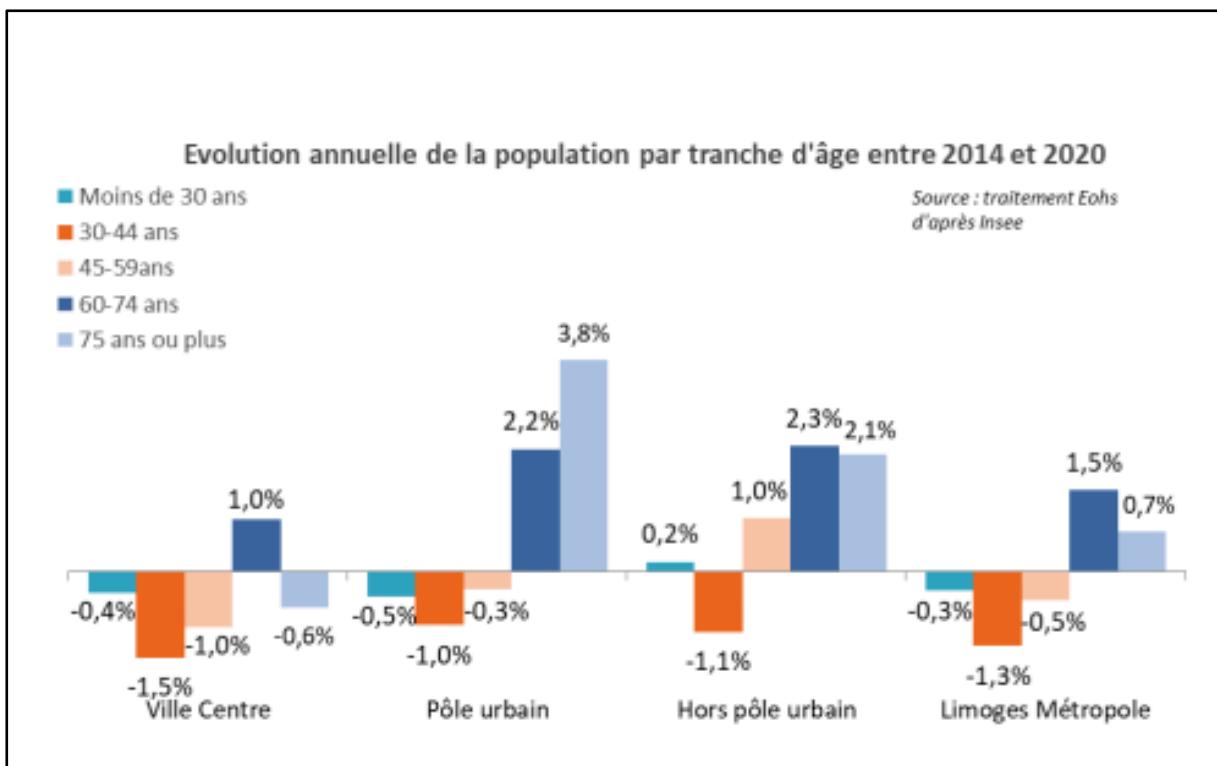


Figure 3 : Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2022 - Insee

		Entreprises créées		Dont entreprises individuelles	
		Nombre	%	Nombre	%
Ensemble		2 692	100,0	1 860	69,1
Industrie manufacturière, industries extractives et autres		91	3,4	69	75,8
Construction		283	10,5	129	45,6
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration		591	22,0	428	72,4
Information et communication		135	5,0	102	75,6
Activités financières et d'assurance		92	3,4	12	13,0
Activités immobilières		191	7,1	62	32,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien		702	26,1	508	72,4
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale		254	9,4	234	92,1
Autres activités de services		353	13,1	316	89,5

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

Figure 4 : Entreprises créées à Annecy par an de 2011 à 2020 – ville-data

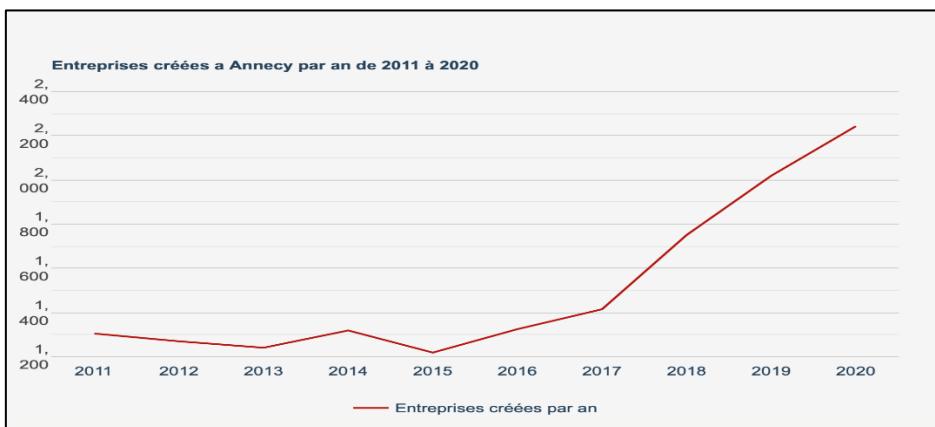
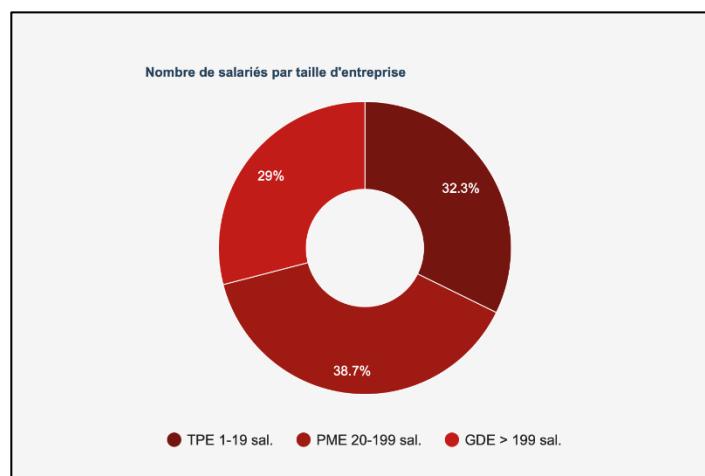


Figure 5 : Nombre de salariés par taille d'entreprise – ville-data



octobre 2025

Figure 6 : Évolution des émissions brutes de GES sur le territoire – *Rapport de développement durable 2021-2022*

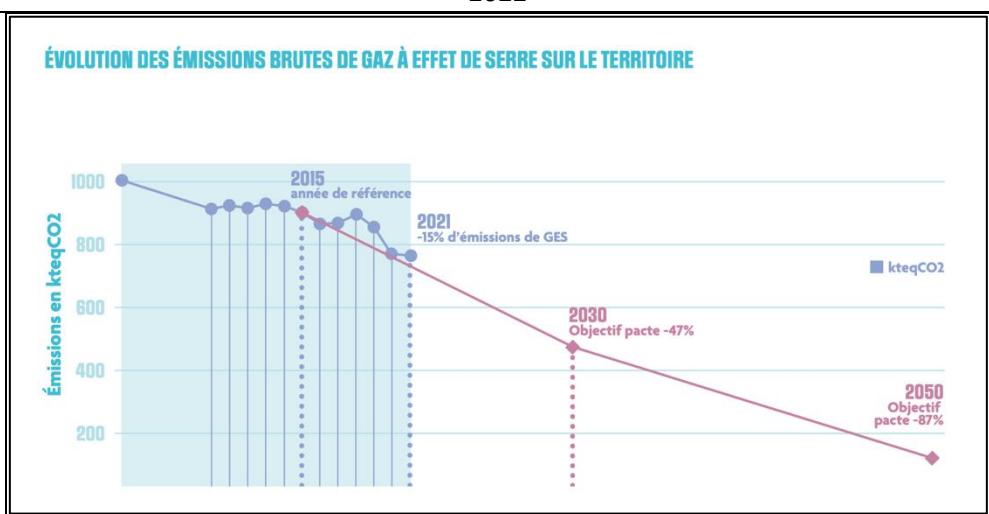


Figure 7 : Évolution de la répartition par genre dans l'Espace Citoyen du Grand Annecy – *L'ESPACE CITOYEN Grand Annecy, quelle représentativité ?*

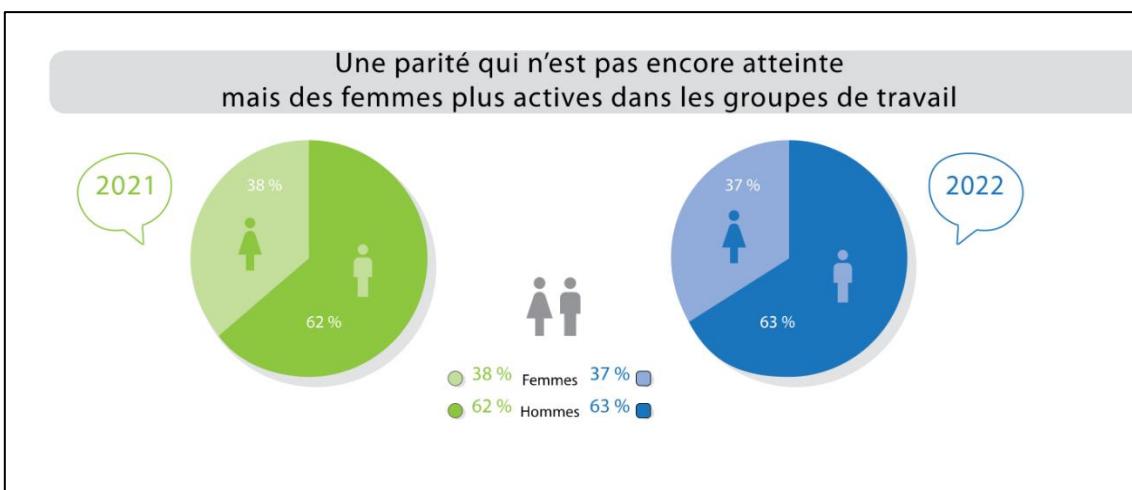


Figure 8 : Croissance du nombre d'entreprises au Parc des Glaisins – Réalisé avec Excel à partir des données - *Zoom sur le parc d'activités des Glaisins : un pôle d'innovation à Annecy-le-Vieux*

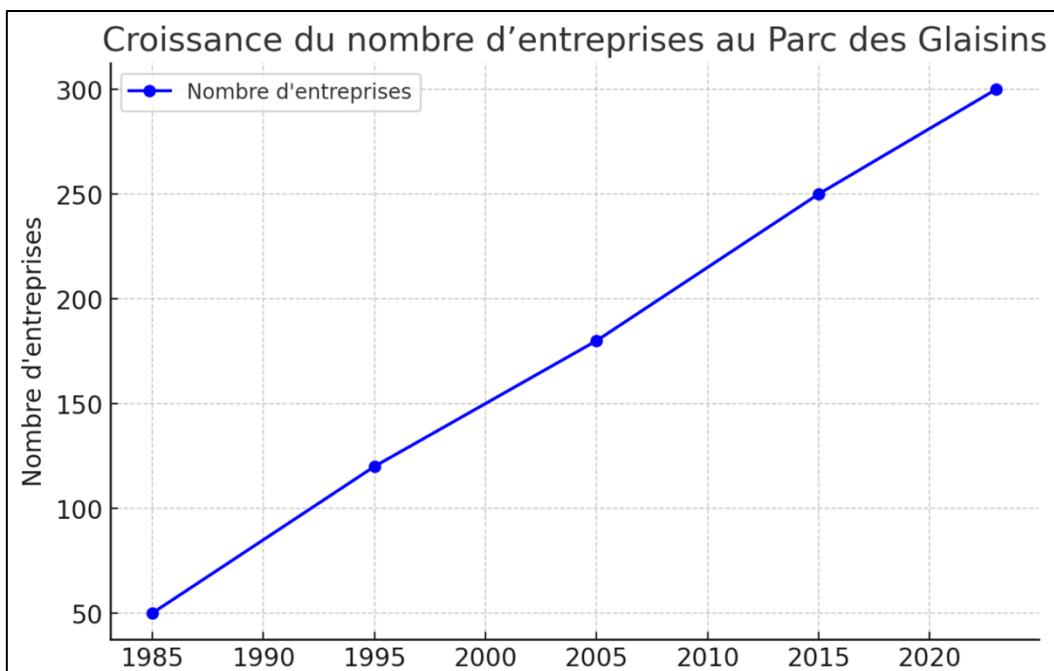


Figure 9 : Population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socioprofessionnelle - Insee

EMP T3 - Population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socioprofessionnelle	2010	dont actifs ayant un emploi	2015	dont actifs ayant un emploi	2021	dont actifs ayant un emploi
Ensemble	140 124	129 294	150 295	137 229	161 108	149 089
dont						
Agriculteurs exploitants	1 417	1 410	1 290	1 290	1 222	1 217
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	9 427	9 112	10 893	10 460	11 955	11 656
Cadres et professions intellectuelles supérieures	22 200	21 456	25 432	24 528	30 857	29 807
Professions intermédiaires	38 311	35 970	42 326	39 499	46 988	43 939
Employés	37 465	34 018	39 351	35 032	38 979	35 181
Ouvriers	30 741	27 329	30 161	26 419	30 289	27 289

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

Figure 10 : Chômage des 15-64 ans - Insee

octobre 2025

EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

Nombre de chômeurs et taux de chômage	2010	2015	2021
Nombre de chômeurs	10 927	13 337	12 298
Taux de chômage en %	7,8	8,9	7,7
Taux de chômage des 15 à 24 ans	15,8	19,2	15,1
Taux de chômage des 25 à 54 ans	6,8	7,8	6,8
Taux de chômage des 55 à 64 ans	6,7	7,2	7,0

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

Figure 11 : Évolution des créations d'entreprises - *Insee*

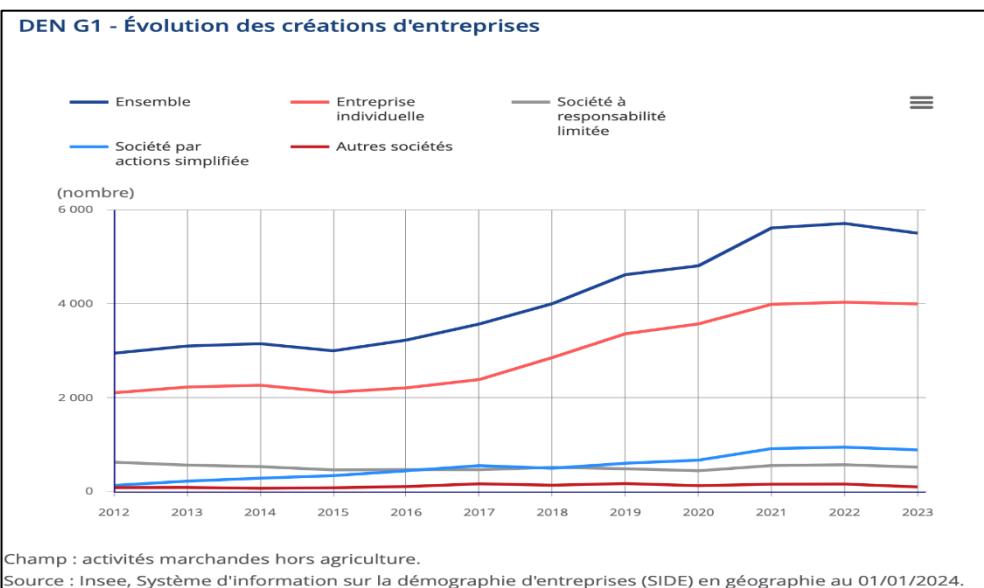


Figure 12 : Tableau des montants moyens par foyer - *Insee*

Année	Impôt	Revenu fiscal	Revenu fiscal des foyers imposables
2019	3 729	33 340	42 866
2018	3 916	31 849	43 492
2017	3 988	31 840	43 356
2016	3 654	28 483	40 029
2015	3 437	27 709	38 525
2014	3 437	27 709	38 525
2013	3 370	27 639	38 056
2012	2 932	26 954	36 014
2011	2 482	25 963	34 812
2010	2 121	23 316	32 463
2009	2 096	23 330	32 269
2008	2 163	23 709	32 641
2007	2 123	21 696	29 798
2006	2 330	17 004	23 266
2005	2 461	17 143	23 919
2004	2 411	16 621	23 350